

QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation soit autorisé à octroyer une aide financière additionnelle d'un montant maximal de 438 010 \$ au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, soit 109 502 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023 et 328 508 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour la création de la première unité de production en thérapie génique aux normes «bonnes pratiques de fabrication» au Canada;

QUE les conditions et les modalités de cette aide financière additionnelle soient établies dans un avenant à la convention d'aide financière conclue entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal le 30 septembre 2020, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,

YVES OUELLET

77462

Gouvernement du Québec

Décret 924-2022, 1^{er} juin 2022

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière additionnelle d'un montant maximal de 131 306 \$ au Collège d'Alma, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la création de COLab innovation sociale et culture numérique

ATTENDU QUE, dans le cadre du volet 4 : Soutien au financement d'infrastructures de recherche et d'innovation du Programme de soutien aux organismes de recherche et d'innovation, le ministre de l'Économie et de l'Innovation a octroyé une aide financière de 4 145 158 \$ au Collège d'Alma, pour la Création de COLab innovation sociale et culture numérique;

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation et le Collège d'Alma ont signé une convention d'aide financière le 27 septembre 2019, laquelle a été modifiée par avenant le 15 mars 2021;

ATTENDU QUE, en vertu du volet 4 de ce programme, aucun dépassement de coût des projets approuvés n'est accepté aux fins d'une aide financière additionnelle;

ATTENDU QUE le contexte afférent à la COVID-19 a eu des impacts financiers sur la réalisation de ce projet;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2^o de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation (chapitre M-14.1), dans l'exercice de ses responsabilités et en prenant charge de la coordination des acteurs concernés, le ministre de l'Économie et de l'Innovation peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement de sa mission, et ce, en favorisant la synergie des acteurs concernés, que ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées, et qu'il peut, de plus, prendre à cette fin toutes autres mesures utiles, et peut notamment offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie et de l'Innovation à octroyer une aide financière additionnelle d'un montant maximal de 131 306 \$ au Collège d'Alma, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la création de COLab innovation sociale et culture numérique;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités de cette aide financière additionnelle seront établies dans un avenant à la convention d'aide financière, signée le 27 septembre 2019, entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et le Collège d'Alma, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation soit autorisé à octroyer une aide financière additionnelle d'un montant maximal de 131 306 \$ au Collège d'Alma, au cours de l'exercice financier 2022-2023, pour la création de COLab innovation sociale et culture numérique;

QUE les conditions et les modalités de cette aide financière additionnelle soient établies dans un avenant à la convention d'aide financière, signée le 27 septembre 2019, entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et le Collège d'Alma, lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,

YVES OUELLET

77463

Gouvernement du Québec

Décret 925-2022, 1^{er} juin 2022

CONCERNANT l'octroi d'une aide financière additionnelle d'un montant maximal de 3 511 676 \$ au Carrefour industriel & expérimental de Lanaudière (C.I.E.L.), au cours des exercices financiers 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025, pour la relocalisation du Carrefour industriel & expérimental de Lanaudière (CIEL)

ATTENDU QUE, dans le cadre du volet 4 : Soutien au financement d'infrastructures de recherche et d'innovation du Programme de soutien aux organismes de recherche et d'innovation, le ministre de l'Économie et de l'Innovation a octroyé une aide financière de 7 770 906 \$ au Carrefour industriel & expérimental de Lanaudière (C.I.E.L.), pour la relocalisation du Carrefour industriel & expérimental de Lanaudière (C.I.E.L.);

ATTENDU QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation et Carrefour industriel & expérimental de Lanaudière (C.I.E.L.), ont signé une convention d'aide financière le 19 octobre 2020;

ATTENDU QUE, en vertu du volet 4 de ce programme, aucun dépassement de coût des projets approuvés n'est accepté aux fins d'une aide financière additionnelle;

ATTENDU QUE le contexte afférent à la COVID-19 a eu des impacts financiers sur la réalisation de ce projet;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2^o de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation (chapitre M-14.1), dans l'exercice de ses responsabilités et en prenant charge de la coordination des acteurs concernés, le ministre de l'Économie et de l'Innovation peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement de sa mission, et ce, en favorisant la synergie des acteurs concernés, que ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées, et qu'il peut, de plus, prendre à cette fin toutes autres mesures utiles, et peut notamment offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie et de l'Innovation à octroyer une aide financière additionnelle d'un montant maximal de 3 511 676 \$ au Carrefour industriel & expérimental de Lanaudière (C.I.E.L.), soit 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, 2 011 676 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024 et 1 000 000 \$ au cours de l'exercice 2024-2025, pour la relocalisation du Carrefour industriel & expérimental de Lanaudière (C.I.E.L.);

ATTENDU QUE les conditions et les modalités de cette aide financière additionnelle seront établies dans un avenant à la convention d'aide financière, signée le 19 octobre 2020, entre le ministre de l'Économie et de l'Innovation et le Carrefour industriel & expérimental de Lanaudière (C.I.E.L.), lequel sera substantiellement conforme au projet d'avenant joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie et de l'Innovation :

QUE le ministre de l'Économie et de l'Innovation soit autorisé à octroyer une aide financière additionnelle d'un montant maximal de 3 511 676 \$ au Carrefour industriel & expérimental de Lanaudière (C.I.E.L.), soit 500 000 \$ au cours de l'exercice financier 2022-2023, 2 011 676 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024 et 1 000 000 \$ au cours de l'exercice 2024-2025, pour la relocalisation du Carrefour industriel & expérimental de Lanaudière (C.I.E.L.);